LE POING

Journal de la section départementale CGT Finances Publiques de l'Isère

Numéro 28 novembre 2026

EDITO

RÉUSSIR LE 5 NOVEMBRE

La crise profonde que traverse le pays a pris des formes multiples: crise sociale, crise politique, crise institutionnelle.

La crise sociale est incarnée par le mouvement des lycéens et étudiants au travers de leurs revendications, par les travailleurs au travers de « la vie chère », et reflète en réalité des salaires trop bas et, pour nous fonctionnaires, des traitements gelés !

La crise politique est incarnée par un gouvernement et un président de la République qui ont perdu toute légitimité aux yeux de l'immense majorité des français mais qui, usant de leviers anti-démocratique et bonapartiste de la constitution de la 5ème République, refusent de s'en remettre aux résultats des élections passées ou à en provoquer de nouvelles pour rester coûte que coûte au pouvoir.



La crise institutionnelle est la conséquence des deux premières crises auxquelles le pouvoir politique en place ne peut plus répondre, si ce n'est en s'en allant, ce qu'il n'a pas l'intention de faire, même au risque de transformer toutes ces crises en crise de régime avec les conséquences incontrôlables qu'elle pourrait entraîner, opportunité pour certains, grand danger pour d'autres.

Pour un syndicat qui défend les revendications des travailleurs, ces chemins aventureux ne sont pas sans risques.

Désigner de faux coupables au premier rang desquels l'immigration, c'est occulter les raisons profondes de la crise générale amorcée. Personne ne veut traverser les mers sur des radeaux de fortune, personne ne veut affronter des sommets dans le froid où beaucoup meurent en espérant une vie meilleure. Qui porte la responsabilité de n'avoir pas aidé au développement des pays dont ils veulent toujours exploiter les ressources (énergies, terres rares, de même que main d'œuvre) ?

Ce « Ils » cache un système : le capitalisme. Et ceux qui l'utilisent s'appellent les exploiteurs. Ce sont des individus qui, dans un système donné, exploitent sans aucune morale, aucun humanisme. Les dirigeants politiques qui le servent défendent des intérêts très particuliers.

La CGT, forte de cette analyse, sait bien que la défense des revendications ne peut passer que par la défense des intérêts particuliers des travailleurs, l'intérêt général n'étant en réalité qu'un détournement pour défendre les intérêts de ceux qui exploitent la force de travail.

Sortir des crises ouvertes ne passera que par la réponse à nos revendications et intérêts particuliers des travailleurs.

C'est l'augmentation immédiate des salaires que nous exigeons, c'est le retour au bien collectif de l'école qui instruit sans distinction, le retour à une Sécurité sociale qui protège intégralement les malades , les invalides et les sans-argent, le retour à des services publics qui répondent aux besoins de toutes et tous et qui ne broient pas celles et ceux qui les servent.

À partir du 5 novembre, par la grève et dans les manifestations, nous vous appelons à venir défendre vos intérêts, sans attendre. C'est là, la voie la plus sûre !

Dominique LO MONACO

SOURIEZ, VOUS ÊTES GAZÉS

Violaine GRANIER

PASSEPORT NUMÉRIQUE À LA DGFIP

Sébastien RIOUX

LE TÉLÉPHONE PLEURE… TOUJOURS AU SIP

Marion FERIAUD

SOURIEZ, VOUS ÊTES GAZÉS !

Je vous apporte mon témoignage direct concernant la manifestation du 17 octobre 2026.

Alors que je me rends avec mes parents (75 et 76 ans) au point de rassemblement place Victor Hugo à Grenoble, nous tombons sur le cortège des lycéens en provenance du Lycée Mounier.



Simultanément, je vois une barrière de CRS bloquant la rue nous permettant de rejoindre la place Victor Hugo. Je m'interroge sur leur présence. Le cortège arrive devant les CRS et les lycéens ne comprennent pas ce barrage non plus.

En 30 secondes, nous recevons un nombre incalculable de bombes lacrymo. C'est irrespirable, les yeux brûlent, la gorge brûle, les poumons brûlent. Tout le monde court choqué par cette charge gratuite et imprévisible.

Beaucoup de personnes se réfugient dans les halls d'immeubles, ouverts gentiment par les habitants. Je rejoins mes parents eux-mêmes à l'abri dans une allée, ils n'ont rien compris non plus. À ce moment-là, ils prennent la décision de ne pas continuer et d'attendre la manif au point d'arrivée.

Face à cette situation incompréhensible, je décide d'aller voir un CRS pour lui demander des explications, réponse : « Dégage !» et il jette une grenade lacrymo à mes pieds, avant de mettre un coup de pied dedans, en direction des lycéens.

Puis là, tout s'enchaîne, on est chargé, matraqué et à nouveau gazé.

J'ai du mal à croire ce que je vois et ce que je vis.

Personne ne comprend rien et on se rend compte que nous sommes « nassés », il y a des barrières de CRS de tous les côtés.

Nous avons plusieurs fois essayé de passer par d'autres rues mais la nasse se déplaçait en fonction des directions qu'on prenait…

Ce bazar organisé a duré plus d'une heure !

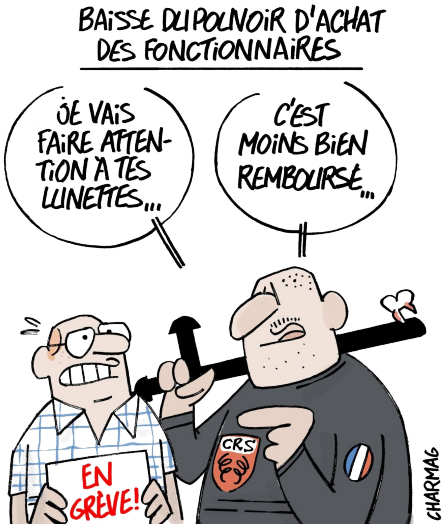
Ce jour-là, c'est une répression massive qu'a connue Grenoble comme toute la France.

La liberté de manifestation est une liberté fondamentale découlant directement de la liberté d'expression (garantie par l'article 11 de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789**). Samedi 17 octobre, cette liberté a été entravée, notamment par des techniques comme les « nasses », jugées illégales en juin 2021 par le Conseil d'État.

Nos droits fondamentaux ont été bafoués dans toute la France avec des atteintes et des violations graves à nos libertés.

Je m'interroge sur l'intérêt de telles pratiques.

Je m'interroge sur l'utilisation de la police elle-même, n'est-elle pas censée protéger la population au lieu de la violenter ?



Et enfin, je m'interroge sur cette mauvaise gestion du maintien de l'ordre qui soulève de sérieuses questions éthiques et surtout démocratiques ! Je me suis demandé qui a ordonné de telles violences !



BONJOUR, AVEZ-VOUS VOTRE PASSEPORT AUJOURD'HUI ?

En juin et juillet 2026, la Direction générale des Finances publiques a connu le plus grand braquage de son histoire. Les données d'environ 678 000 particuliers et professionnels ont été dérobées par deux jeunes hackers.

A la lecture du rapport de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'information (ANSSI), c'est un vrai fiasco.

Les voleurs ont pu faire leur casse en toute tranquillité sans alerter personne pendant 2 mois ! Et ce serait une attaque sophistiquée !?

Les premières réponses envisagées par la DGFIP sont plus qu'inquiétantes.

En effet, la DG compte toujours mettre notre réseau informatique au service de la réforme de l'État pour faire toujours plus d'économies avec toujours plus de suppressions de postes, et de restructurations tout en proposant toujours plus de services numériques.

Ce choix a conditionné fondamentalement l'évolution de notre réseau informatique pour en faire une passoire.

En adoptant des éléments de langages tels que « il y a assez de budget », « on va revoir nos priorités », la DG montre sa volonté farouche malgré son Waterloo informatique de ne rien changer. Elle acte qu'elle va régulièrement se faire pirater et se trouve contrainte, dans le cadre qu'elle s'impose, de se limiter à mieux détecter les attaques pour les circonscrire au plus vite.

notre DG, avec ce passeport, n'a qu'un seul but : basculer de sa responsabilité à une responsabilité individuelle des agents

Et voilà comment on se retrouve en première ligne sur le front des cyberattaques. Le site Alizé est très clair.

« Les cyberattaques, notamment envers les administrations, se multiplient. Sauriez-vous les détecter et les signaler ? La formation en ligne ***Passeport sécurité numérique*** de l'IGPDE vous aide à identifier les risques de sécurité et à appliquer les règles en vigueur au ministère. En 45 minutes, obtenez votre « Passeport sécurité numérique » !

Le message est clair. Plutôt que d'assumer ses responsabilités et réviser ses mauvais choix informatiques, notre DG, avec ce passeport, n'a qu'un seul but : basculer de sa responsabilité à une responsabilité individuelle des agents.

De plus, ce passeport est loin d'être une simple formalité anodine de 45 min.

Outre le transfert aux agents de nouvelles contraintes (la perte de temps, l'énervement, le stress généré par ces formations obligatoires), il crée un nouveau type d'agent en dehors de toute référence statutaire. En plus des 3 catégories d'agents (C, B et A) et de leurs 4 positions statutaires (actifs, détachés, en disponibilité, et en congé parental), il y aura aussi des agents avec passeport et des agents « sans-papiers ».

La DG pense sûrement que la clandestinité ne devrait être que temporaire. Les agents auront très rapidement leur passeport, son obtention ne devrait être qu'une formalité. Mais comme toute formalité administrative, le temporaire peut durer.

La DG a précisé que ne pas avoir de passeport n'est pas une sanction, sans plus de précisions. Mais poussons la logique jusqu'au bout : Que deviendront les agents pour qui la clandestinité durerait ?

Va-t-on les rendre responsables du travail non fait faute d'accès autorisé à leurs applications ? Va-t-on leur pratiquer des retenues sur salaire ? Que vont devenir les sans-papiers A et A+ qui voudraient muter ? Leur candidature sera-t-elle écartée ?

Le passeport sécurité doit être abandonné, une véritable formation en présentiel doit être mise en place.

Il est plus que temps de revenir à nos fondamentaux. Nous ne sommes pas une start-up pourvoyeuse de services. Nous sommes une administration régalienne en charge de la collecte et du contrôle de l'impôt ainsi que de la gestion des comptes publics.

Il est plus que temps de renouveler nos responsables qui ont perdu notre confiance,

Il est plus que temps d'arrêter les suppressions de postes et de recruter à hauteur des besoins,

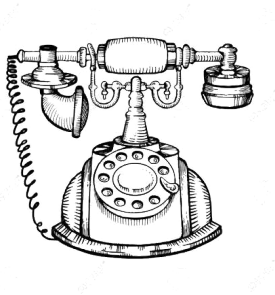
Il est plus que temps d'arrêter de précariser les emplois,

Il est plus que temps de stopper les réformes incessantes,

Il est plus que temps d'avoir un moratoire sur le déploiement de nouvelles applications et de nouveaux services informatiques pour relâcher la pression sur les agents et plus encore sur nos informaticiens.

LE TÉLÉPHONE PLEURE…

TOUJOURS DANS LES SIP



Depuis le mois de juillet 2026, la TOIP a été installée au CFP Rhin et Danube à Grenoble. L'objectif de la direction était d'augmenter fortement le taux de décroché téléphonique.

Le bilan annoncé au début du mois de septembre fait apparaître que l'objectif fixé de taux de décroché a été dépassé.

Le problème de décroché téléphonique à Grenoble était donc bien lié à un problème de matériel existant de longue date et qui ne fonctionnait pas alors que la direction laissait planer une suspicion malsaine sur l'implication des collègues. Pas un mot d'excuse n'a été adressé par la direction aux agents des SIP.

Depuis le 8 septembre, les agents doivent se rendre au 4ème étage au sein de la cellule téléphonique qui a été créée. Certains collègues présents ce jour-là dès 8h15 pour assurer leur vacation débutant à 8h30, ont pu constater l'impréparation de la direction.

Certains docks pour brancher les ordinateurs ne fonctionnaient pas, les espaces de travail étaient sales et poussiéreux. Aucun produit n'avait été fourni pour désinfecter le matériel partagé et surtout pas de mopieur pourtant essentiel pour remplir nos missions.

La situation des agents bénéficiant d'un aménagement de poste reste précaire. A ce jour, la seule solution temporaire consiste à effectuer un transfert d'appel vers le téléphone portable du service. Mais les téléphones portables vont être prochainement supprimés.

Des rumeurs évoquent l'acquisition de nouveaux fauteuils ergonomiques adaptés, aucune précision n'a été apportée concernant leur budget, les modalités d'achat ou les zones de stockage dédiées.

Pour les agents, au bout de deux mois, le constat est amer. Moins de temps de cohésion avec leurs services, peu de temps est laissé pour la gestion des dossiers. Leurs autres missions sont abandonnées en partie.

Les SIP sont aujourd'hui au bord de l'explosion. Pourtant, la direction doit se féliciter de son bon taux de décroché...

Mais surtout le fond du problème est le nombre insuffisant d'agents en SIP suite aux suppressions massives de postes des années antérieures.

Au CSAL du 3 avril 2026, la direction avait admis que les « ressources » n'étaient pas extensibles. Qu'avec la nouvelle règle d'allocation des emplois, le directeur disposait de marges de recrutement.

Il souhaitait ainsi donner une priorité aux SIP à hauteur de 10 ETP y compris les A et arriver ainsi à un solde net positif par rapport à 2025.

Force est de constater qu'il n'a pas respecté son engagement. Le SIP Chartreuse Grésivaudan a vu partir deux de ses cadres A qui n'ont pas été remplacés. Le SIP Belledonne-Vercors est actuellement en déficit de 7 ETP.

Les SIP sont aujourd'hui au bord de l'explosion. Pourtant, la direction doit se féliciter de son bon taux de décroché mais cela ne doit pas masquer la crise profonde sur le terrain et notamment les risques psycho-sociaux auxquels sont confrontés les agents.

PRÊT.E POUR L'« ESCAPE GAME » DES ÉLECTIONS PROS 2026 ?

Avec la multiplication des méthodes de connexion possibles et un site Élections professionnelles, distinct de l'ENSAP, le vote risque d'être encore plus complexe que d'habitude. Pourtant, ces élections constituent le socle de la démocratie au travail ; voter est essentiel pour lutter contre la dégradation de nos conditions de travail, de notre statut, de nos rémunérations.

Alors, votons ! La CGT vous propose son pas-à-pas pour voter, que vous recevrez individuellement. Et si besoin d'aide, n'hésitez pas à nous contacter !



CGT Finances Publiques Isère
38-40 Avenue Rhin et Danube-38047 Grenoble Cedex 2
Bureau 241 - 1er étage
04 80 42 87 24 (ou 25) cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr @ http://38.cgtfinancespubliques.fr/

Adhérer